

GE_GERICHTE P/21501/2023 vom 20. Oktober 2025

GE Cour de justice, 2025-10-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_21501_2023

FR: GE_GERICHTE P/21501/2023 du 20 octobre 2025

IT: GE_GERICHTE P/21501/2023 del 20 ottobre 2025

Regeste

PARTIE À LA PROCÉDURE;PLAIGNANT;LÉSÉ;DOMMAGE CAUSÉ À UN TIERS;DROIT D'ÊTRE ENTENDU;INDEMNITÉ(EN GÉNÉRAL) | CPP.382.al3; CPP.393.al2; Cst.29.al2; CPP.429

Erwägungen

E. 1.1

Le recours a été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1, 90 al. 2 et 396 al. 1 CPP) et concerne une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP).

E. 1.2

À teneur de l'art. 382 al. 3 CPP, si le prévenu, le condamné ou la partie plaignante décèdent, leurs proches au sens de l'art. 110 al. 1 CP peuvent, dans l'ordre de succession, interjeter recours ou poursuivre la procédure à condition que leurs intérêts juridiquement protégés aient été lésés. Le droit de recourir présuppose la capacité de partie et d'ester en justice (art. 106 CPP). Une communauté héréditaire comme telle n'a pas la personnalité juridique et tant que la succession n'est pas partagée, tous les biens qu'elle comporte sont la propriété commune des héritiers. Ceux-ci sont donc, par exemple, chacun, personnellement et directement, touchés par une infraction commise à l'encontre du patrimoine de la succession (arrêt du Tribunal fédéral 6B_116/2015 du 8 octobre 2015 consid. 2.1). Il convient néanmoins de distinguer, dans ce cas, la qualité de lésé du droit de faire valoir des prétentions en justice. En effet, seul l'ensemble des héritiers ou leur représentant est légitimé à faire valoir les droits appartenant à la communauté. À l'exception des cas où l'auteur de l'infraction est un membre de l'hoirie, les héritiers ne peuvent donc agir en justice que tous ensemble (arrêt du Tribunal fédéral 5A_440/2012 du 1er novembre 2012 consid. 1.2; ACPR/696/2022 du 7 octobre 2022 consid. 3.3.1).

E. 1.3

En l'espèce, les recourants sont les héritiers de feu E_____ (art. 357 al. 1 CC) et le refus d'indemnisation représente une créance de la succession. Partant, ils ont un intérêt propre à l'annulation ou à la modification de la décision querellée (M. NIGGLI / M. HEER / H. WIPRÄCHTIGER, Schweizerische Strafprozessordnung : Praxiskommentar, Zurich 2009, n. 7 ad art. 382). Il ressort de ce qui précède que la qualité pour recourir doit leur être reconnue, de sorte que le recours est recevable.

E. 2

Les recourants se plaignent d'une constatation inexacte des faits. Dès lors que la Chambre de céans jouit d'un plein pouvoir de cognition en droit et en fait (art. 393 al. 2 CPP; ATF

137 I 195 consid. 2.3.2), les éventuelles constatations incomplètes ou inexactes du Ministère public auront été corrigées dans l'état de fait établi ci-devant. Partant, ce grief sera rejeté.

E. 3

Les recourants se plaignent d'une motivation insuffisante de l'ordonnance querellée, le Ministère public s'étant contenté d'indiquer que feu E_____ avait provoqué fautivement l'ouverture de l'instruction, sans en indiquer de quelle façon.

E. 3.1

Le droit d'être entendu, ancré aux art. 29 al. 2 Cst féd. et 3 al. 2 let. c CPP, impose au magistrat de motiver sa décision afin, d'une part, que son destinataire puisse l'attaquer utilement s'il y a lieu et, d'autre part, que la juridiction de recours soit en mesure d'exercer son contrôle. Le juge est ainsi tenu de mentionner, au moins brièvement, les motifs qui l'ont guidé et sur lesquels il a fondé son prononcé (arrêt du Tribunal fédéral 6B_425/2024 du 17 janvier 2025 consid. 2.1).

E. 3.2

En l'espèce, si la motivation de l'ordonnance querellée est certes succincte, elle renvoie expressément à l'art. 430 CPP et fait référence à la procédure pénale ouverte contre feu E_____ et aux infractions auxquelles il aurait été condamné en l'absence de décès. Les recourants ont du reste compris que le refus d'indemnité en faveur de feu E_____ était dû au fait que l'avis de prochaine clôture de l'instruction annonçait sa condamnation par ordonnance pénale pour certaines infractions et ont ainsi pu faire valoir leurs arguments dans le cadre du recours. Ce grief devra ainsi être rejeté.

E. 4

Les recourants reprochent au Ministère public d'avoir refusé d'octroyer une indemnité à feu E_____, celui-ci ayant fautivement provoqué l'ouverture de la procédure pénale dirigée contre lui.

E. 4.1

Aux termes de l'art. 429 al. 1 let. a CPP, le prévenu acquitté totalement ou en partie ou au bénéfice d'un classement a droit à une indemnité pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits de procédure.

E. 4.2

La question de l'indemnisation selon l'art. 429 CPP doit être tranchée après celle des frais, selon l'art. 426 CPP (arrêts du Tribunal fédéral 6B_565/2019 du 12 juin 2019 consid. 5.1; 6B_373/2019 du 4 juin 2019 consid. 1.2). Dans cette mesure, la décision sur ceux-ci préjuge du sort de celle-là (ATF 144 IV 207 consid. 1.8.2 ; 137 IV 352 consid. 2.4.2). Si le prévenu supporte les frais en application de l'art. 426 al. 1 ou 2 CPP, une indemnité est en règle générale exclue. En revanche, si l'État supporte les frais de la procédure pénale, le prévenu a en principe droit à une indemnité selon l'art. 429 CPP (ATF 137 IV 352 précité, consid. 2.4.2). Lorsque la condamnation aux frais n'est que partielle, la réduction de l'indemnité devrait s'opérer dans la même mesure. Ainsi, lorsque les frais de la procédure sont mis pour moitié à la charge de l'État en raison de l'acquittement du prévenu, l'octroi d'une demi-indemnité à titre de dépens est appropriée (ATF 137 IV 352 précité, consid. 2.4.2.). Il est donc concevable d'indemniser, dans une mesure réduite, le prévenu qui doit

supporter l'ensemble des frais de justice (Y. JEANNERET / A. KUHN / C. PERRIER DEPEURSINGE (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, 2^{ème} éd., Bâle 2019, n. 5 ad art. 430 CPP). De la même manière que la condamnation aux frais n'exclut pas automatiquement l'indemnisation du prévenu partiellement acquitté, l'acquiescement partiel n'induit pas d'office l'octroi d'une indemnisation. Celle-ci présuppose qu'aucun comportement illicite et fautif ne puisse être reproché au prévenu relativement aux agissements ayant donné lieu au classement ou à l'acquiescement partiel (art. 430 CPP a contrario).

E. 4.3

Selon la jurisprudence relative à l'art. 426 al. 2 CPP, mais applicable par analogie à l'art. 430 al. 1 let. a CPP (cf. arrêt du Tribunal fédéral 6B_77/2013 du 4 mars 2013 consid. 2.3), la condamnation d'un prévenu acquitté à supporter tout ou partie des frais, respectivement le refus de lui allouer une indemnisation à raison du préjudice subi par la procédure pénale, doit respecter la présomption d'innocence, consacrée par les art. 32 al. 1 Cst. et 6 par. 2 CEDH. Celle-ci interdit de rendre une décision défavorable au prévenu libéré en laissant entendre que ce dernier serait néanmoins coupable des infractions qui lui étaient reprochées. Une condamnation aux frais, respectivement un refus d'indemnisation, n'est ainsi admissible que si le prévenu a provoqué l'ouverture de la procédure pénale dirigée contre lui ou s'il en a entravé le cours. À cet égard, seul un comportement fautif et contraire à une règle juridique, qui soit en relation de causalité avec les frais imputés, entre en ligne de compte (ATF 119 Ia 332 consid. 1b ; ATF 116 Ia 162 consid. 2c; arrêts du Tribunal fédéral 6B_556/2017 du 15 mars 2018 consid. 2.1; 6B_301/2017 du 20 février 2018 consid. 1.1). Pour déterminer si le comportement en cause est propre à justifier l'imputation des frais, le juge peut prendre en considération toute norme de comportement écrite ou non écrite résultant de l'ordre juridique suisse pris dans son ensemble, dans le sens d'une application par analogie des principes découlant de l'art. 41 CO. Le fait reproché doit constituer une violation claire de la norme de comportement (ATF 119 Ia 332 consid. 1b; arrêt 6B_301/2017 précité consid. 1.1). Une condamnation aux frais ne peut se justifier que si, en raison du comportement illicite du prévenu, l'autorité était légitimement en droit d'ouvrir une enquête. Elle est en tout cas exclue lorsque l'autorité est intervenue par excès de zèle, ensuite d'une mauvaise analyse de la situation ou par précipitation (ATF 116 Ia 162 consid. 2c; arrêt 6B_301/2017 précité consid. 1.1; cf. art. 426 al. 3 let. a CPP). La mise des frais à la charge du prévenu en cas d'acquiescement ou de classement de la procédure doit en effet rester l'exception (ATF 144 IV 202 consid. 2.2).

E. 4.4

En l'espèce, le refus d'indemnité au motif que le prévenu, faute d'empêchement de procéder à la suite de son décès, aurait été condamné, ne tient pas compte du fait que, selon l'avis de prochaine clôture de l'instruction – lequel avait été adressé aux parties avant que le décès de E_____ ne survînt –, des ordonnances de classement et de non-entrée en matière partielles auraient également été rendues pour la majorité des infractions dénoncées (dont une tentative de meurtre), justifiant que le Ministère public accorde une indemnité, au moins partielle, pour les frais de défense engagés par feu E_____. Enfin, le Ministère public n'explique pas, dans l'ordonnance litigieuse, de quelle façon feu E_____ aurait illicitement et fautivement provoqué l'ouverture de la procédure pénale s'agissant des infractions pour lesquelles il entendait rendre une ordonnance pénale et dont la réalisation est contestée, puisque les lésions corporelles simples n'étaient, selon les recourants,

aucunement démontrées, et les dénonciations calomnieuses résultaient du fait que les plaintes sur lesquelles elles portaient avaient été classées pour prescription. Le Ministère public ne s'est déterminé, ni dans son ordonnance querellée, ni dans ses observations, sur les points qui précèdent.

E. 5

Fondé, le recours doit être admis. Le respect du double degré de juridiction conduit à annuler le chiffre 2 du dispositif de la décision querellée et à renvoyer la cause à l'autorité précédente (art. 397 al. 2 CPP) pour qu'elle se détermine à nouveau sur l'indemnité sollicitée (art. 429 al. 1 let a CPP). Partant, le chiffre 2 du dispositif de l'ordonnance querellée sera annulé et la cause sera retournée au Ministère public pour qu'il statue sur les prétentions en indemnités selon l'art. 429 al. 1 let. a CPP.

E. 6

L'admission du recours ne donnera pas lieu à la perception de frais (art. 428 al. 1 CPP).

E. 7

Les recourants, héritiers du prévenu, obtiennent gain de cause et ont droit à une indemnité pour leurs frais de défense (art. 436 al. 1 cum 429 al. 1 let. a CPP). Ils concluent à l'octroi de CHF 2'700.-, TVA en sus, pour leurs frais de défense dans la procédure de recours. Cela étant, le temps consacré au recours (6h et 23 pages de rédaction) apparaît excessif au vu de la question juridique à résoudre portant uniquement sur le droit à une indemnité.

L'indemnité réclamée sera donc réduite à 4 heures, au tarif horaire de CHF 450.-, soit CHF 1'945.80, TVA comprise. * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.